

POSITIVE ECONOMY FORUM

manifeste
pour une **p+itive**
société *l'économie positive en actions*



MILLE . ET . UNE . NUITS

POSITIVE ECONOMY FORUM

Manifeste pour une société positive L'économie positive en actions

Préface de Jacques Attali

ÉDITIONS MILLE ET UNE NUITS

LES PETITS LIBRES
n° 86



Inédit

Notre adresse Internet : www.1001nuits.com

© Mille et une nuits, département de la Librairie Arthème Fayard,
septembre 2014.
ISBN : 978-2-755-50736-2

SOMMAIRE

Préface de Jacques Attali	7
Introduction :	
La société positive, un projet collectif	9
L'État, garant de la société positive à long terme . . .	17
Les Territoires, créateurs de synergies positives	31
Les Entreprises, moteurs essentiels de la croissance positive	41
Les Citoyens, acteurs-clés de la société positive	51
Conclusion :	
L'économie positive en actions	63
Plan d'action pour bâtir une France positive	67

POSITIVE ECONOMY FORUM

Manifeste pour une société positive

L'économie positive en actions

Préface

Jamais il n'aura été aussi nécessaire de donner une voix aux générations futures. Jamais la prise en compte du long terme, par et pour chacun de nous, à toutes les échelles de l'action, n'aura été aussi urgente.

Aujourd'hui, cette prise de conscience conditionne la survie même de l'humanité. Pas seulement celle des générations à venir, mais aussi celle des générations qui sont aujourd'hui vivantes sur la Terre.

Le présent ouvrage est un appel à l'altruisme – forme intelligente de l'égoïsme – pour inciter chaque être humain, l'État, les collectivités, les entreprises, à penser ensemble la société de demain afin de transformer la société d'aujourd'hui. Est positif tout individu ou toute entité travaillant d'une façon ou d'une autre dans l'intérêt des générations suivantes.

MANIFESTE POUR UNE SOCIÉTÉ POSITIVE

Ce Manifeste s'inscrit au cœur des actions menées par le Positive Economy Forum, qui fédère, depuis sa création en 2012 par le groupe PlaNet Finance, plusieurs dizaines de milliers de citoyens, décideurs politiques, dirigeants d'ONG, chefs d'entreprise, syndicalistes, entrepreneurs sociaux, travailleurs du secteur public et du secteur privé, en France et à travers le monde.

Il est encore temps d'agir. Une « société positive » peut émerger, qui favorise la coopération, la confiance et la résilience, pour préparer, voire rendre possible la vie des prochaines générations. Chacun peut y contribuer. Ce Manifeste propose de nombreuses clés d'action, une nouvelle vision du progrès, à travers des outils de mesure de la performance positive, d'abord appliqués aux nations, puis aux entreprises, aux collectivités territoriales, aux ONG et demain à la société civile. Éducation, santé, mobilité, écologie, finance, gouvernance démocratique, innovation, etc. : chaque composante de la société, chaque dimension du vivre ensemble doit pouvoir s'inscrire dans le mouvement pour une société positive.

JACQUES ATTALI

Introduction

la société positive, un projet collectif

L'économie positive représente une occasion historique de changer de paradigme pour générer une prospérité durable et équitable dans l'intérêt des générations futures, mais aussi dans celui des générations actuelles. Nous sommes tous en mesure de changer la société, que ce soit au niveau de l'État, des territoires, des entreprises, dans notre vie quotidienne. Nous avons le pouvoir de bâtir un monde plus juste où l'on comprendra qu'aider les autres est la meilleure façon de s'aider soi-même. Où l'altruisme sera la forme intelligente de l'individualisme. Ne pas agir serait impardonnable, affirme le prix Nobel d'économie Joseph Stiglitz. « Que dirons-nous à nos enfants ? Que nous savions, mais que nous n'avons rien fait ? » Il y va de notre responsabilité.

Si l'économie mondialisée a permis dans certains pays de faire reculer la très grande pauvreté, elle a aussi contribué (parce qu'elle a accepté la tyrannie du court terme) à rendre insupportable la vie de milliards de gens condamnés à la précarité, et à aggraver les changements climatiques en ne finançant le présent que par des traites sur l'avenir. Si rien n'est fait, les conséquences seront dramatiques pour les générations futures. Des solutions politiques, culturelles, scientifiques et techniques existent pourtant pour lutter contre le mal-logement, la malnutrition, le manque d'eau.

Depuis sa création, le Positive Economy Forum s'affirme comme une force de proposition pour l'avènement d'une société positive. Autour des Forums de l'économie positive, c'est toute une dynamique qui est mise en œuvre pour promouvoir une économie qui repose sur deux notions-clés : le long terme et l'altruisme rationnel.

Groucho Marx s'interroge avec humour : « Pourquoi devrais-je me préoccuper des générations futures ? Qu'ont-elles fait pour moi ? » Ce paradoxe souligne bien le défi de l'économie positive. Si nous ne nous

préoccupons pas des générations qui nous succéderont, la vie des générations vivant actuellement sur la planète aura tôt fait de devenir intolérable.

Si rien n'est fait, dans trente ans le monde sera devenu un enfer. Le climat se sera gravement détérioré. Les bulles financières auront toutes explosé. Plus de la moitié de la population de la planète, qui sera de 9 milliards d'habitants, vivra sous le seuil de pauvreté. La précarité aura gagné du terrain. Ayant échoué, la démocratie et l'État auront partout reculé. Des dictatures se seront installées dans de vieux pays. Les guerres de religion seront à leur paroxysme. L'économie illégale et l'économie criminelle auront proliféré. Le progrès technique, développé sans éthique, fabriquera à tout-va chimères et robots. La solitude régnera partout. Les systèmes de solidarité seront détruits. Le financement des retraites ne sera plus assuré. Les élites d'aujourd'hui seront maudites.

Cela ne concerne pas que l'avenir éloigné : dans trente ans, plus des deux tiers des humains d'aujourd'hui seront encore vivants. C'est à cette perspective que l'économie positive tente de répondre.

**L'altruisme rationnel
est la première clé d'action
proposée par ce Manifeste**

Pour faire face aux défis contemporains, nous devons faire tous ensemble le pari de comprendre que l'altruisme rationnel est le meilleur choix qui s'offre à nous. Pourquoi ? Parce que les comportements égoïstes, qui nous sont le plus souvent imposés ou inspirés par les idéologies dans lesquelles nous évoluons, nous desservent individuellement et nous font même courir ensemble à notre perte. L'altruisme, à l'inverse, fait du bien à celui qui le reçoit comme à celui qui le prodigue : il peut être rationnel. Si on grandit au détriment des autres d'aujourd'hui ou de demain, on ne pourra construire une société durable et harmonieuse. La violence et les extrémismes menaceront, car ils se nourrissent de la précarité.

**L'action collective
est la deuxième clé d'action
proposée par ce Manifeste**

Bâtir une économie et une société positives n'est réservé ni aux gouvernants, ni aux économistes, ni aux

entrepreneurs, ni aux experts. Pour relever les défis de l'avenir, nul ne peut agir seul, et l'expertise, même la plus fine, ne suffit pas. La pensée positive nous invite à (re)prendre conscience de tous les liens de cause à effet, de toutes les interactions entre acteurs et être vivants. Des pans entiers de notre économie fonctionnent encore de façon cloisonnée, nous privant d'un immense potentiel de créativité et d'invention. Nous devons agir conjointement avec les générations passées et les suivantes. C'est ainsi que nous représenterons une force. Déjà, partout dans le monde, foisonnent des initiatives positives. Soyons les porte-voix de ces pionniers, anticipons, accélérons le mouvement de transformation.

**Les indices de positivité
sont la troisième clé d'action
proposée par ce Manifeste**

Pour agir ensemble face à la surenchère de chiffres et de données statistiques trop souvent vides de sens, nous devons replacer les valeurs de l'économie positive (l'altruisme rationnel au service de soi et des

générations futures) au cœur de notre vision de la réussite. Concrètement, cela suppose de créer de nouveaux cadres de référence, de nouvelles « boussoles » pour mieux nous comprendre, regarder dans la même direction, guider nos efforts, évaluer nos progrès individuels et collectifs. C'est l'objectif des indices de positivité introduits dans le présent ouvrage.

Aucun concept ne peut être mis en œuvre s'il n'est pas mesuré. Aussi l'idée de créer des indices de positivité s'est-elle imposée naturellement. De quoi parlons-nous ? Quel est notre champ d'intervention ? Quelle est au juste la situation ? Comment la mesurer ? Les indices de positivité se veulent des outils de référence et des points d'appui pour l'ensemble des réflexions à venir. Que l'on soit citoyen d'une nation ou d'une ville, salarié ou consommateur d'une entreprise, chacun doit être en mesure de savoir comment se comporter à l'égard de l'avenir de l'une ou l'autre des entités individuelles et collectives qui influent sur sa vie quotidienne.

Nous avons donc créé des indices pour mesurer le degré de positivité de quatre composantes-clés de la société : l'État, l'Entreprise, la Ville et les Citoyens.

INTRODUCTION

Ces quatre indices seront à la fois mesures, boussoles, instruments de dialogue, de transformation, sources d'inspiration pour la société positive. Comment agit l'État en matière de lutte contre les inégalités ? Quel est le degré de performance du système scolaire dans telle collectivité locale ? Comment nous situons-nous vis-à-vis de nos voisins en matière d'environnement ? Sommes-nous en bonne position ou, au contraire, sommes-nous à la traîne ? En comparant, en mettant en lumière, en démontrant, on peut éveiller les consciences. Et donc convaincre le plus grand nombre de la nécessité de passer à l'action. Agir réclame transparence et connaissance. Ensuite vient la déclaration d'intention.

L'économie positive, la société positive sont déjà en marche. À chacun d'entre nous d'en faire son quotidien. Au nom de nos enfants.

L'État, garant de la société positive à long terme

Pour construire une société positive où l'altruisme et les générations futures figurent en première ligne de nos préoccupations, il faut un cadre. Il faut des outils. C'est la loi qui garantit nos libertés et encadre nos marges d'action dans le temps long. C'est l'État que nous devons investir au premier chef. C'est lui qui donnera de l'ampleur au développement de l'économie positive. Certains pays sont plus avancés que d'autres, donc plus enclins à mener cette révolution. Qui sont-ils ? Qui peut servir de modèle ?

Le rôle prédominant de l'État dans le déploiement de l'économie positive ne va pas de soi. D'un côté, la nécessité d'être au plus près des situations de chaque bassin de vie renforce le besoin de décentralisation et

réduit la légitimité de l'action étatique. De l'autre, les grands enjeux se traitent désormais dans les instances internationales, seules capables de faire face, dans un monde qui se fragmente, à des questions sécuritaires, lesquelles recouvrent presque toujours des difficultés internationales et des problèmes de frontières devenues virtuelles eu égard aux échanges de données transitant sur les réseaux numériques. Dès lors, quelle place reste-t-il à l'État entre ces deux types de forces opposées : les unes locales, les autres mondiales ?

L'État est en charge des générations futures. Dans chacun de ses actes, il doit penser à son impact sur les citoyens d'après-demain. Il a vocation à donner sa cohésion à la société, à être un lien entre tous les citoyens, entre les différentes générations et les territoires pour maintenir et favoriser un développement équilibré.

C'est à l'État que revient la plus grande part de promotion et d'action en faveur de l'économie positive ; il impulse le mouvement pour l'ensemble de la société. Il peut donner les incitations nécessaires pour faire évoluer les comportements. Il peut être le vecteur de l'altruisme rationnel en s'assurant que les investissements

physiques et culturels sont financés, que l'héritage des générations précédentes est protégé, que les conditions de liberté sont respectées, que la justice dans la redistribution des richesses est garantie, que les générations futures disposeront d'un cadre de vie agréable.

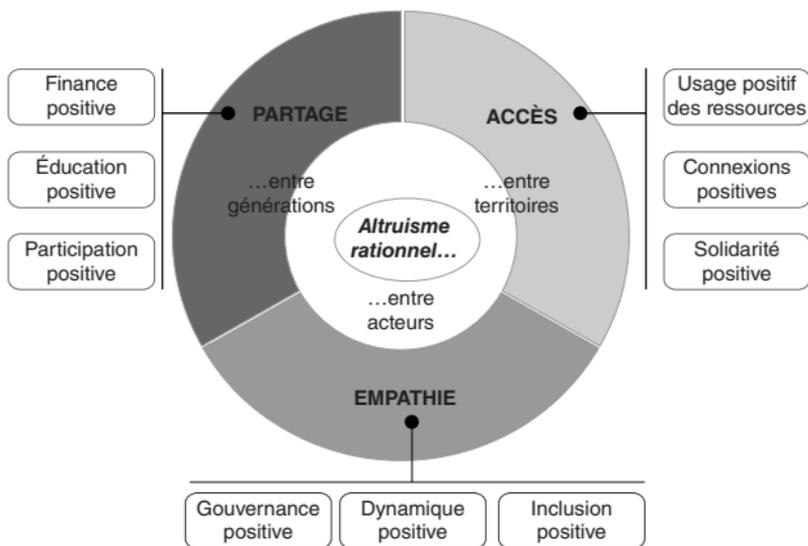
Pour faire advenir l'économie positive

Les méthodes statistiques usuelles se réfèrent généralement au seul produit intérieur brut (PIB) pour mesurer le progrès d'une nation d'une année sur l'autre. Cet indicateur est insuffisant, puisqu'on ne mesure avec le PIB que la valeur ajoutée dans la production de biens et services. On n'y trouve aucune information sur les déséquilibres entre territoires, aucune information sur les inégalités de revenu, aucune information sur le bien-être et le ressenti des citoyens. Pas davantage d'information sur la préparation de la nation aux besoins des générations à venir.

Depuis les années 1970, des économistes tentent de définir des outils de mesure alternatifs au PIB, qui puissent aider à la construction d'une société positive.

Un tel indice a été proposé lors de la remise du rapport *Pour une économie positive* par Jacques Attali au président de la République en septembre 2013.

Cet indice de positivité de l'économie repose sur une triple application du principe d'altruisme rationnel : entre générations (repère de l'économie positive dans le temps) ; entre territoires (repère de l'économie positive dans l'espace) ; entre acteurs (repère de l'économie positive dans les relations).



Source : Rapport *Pour une économie positive*, Nomadéis pour le Positive Economy Forum.

Par exemple, pour mesurer l'altruisme rationnel entre les générations, il est nécessaire d'observer les ressources qui seront transmises aux générations suivantes, ce qui implique de tenir compte des investissements réalisés et de la soutenabilité de la dette.

Pour mesurer l'altruisme rationnel entre les territoires, l'indice s'interroge sur l'équilibre des infrastructures, les déséquilibres entre la taille des villes, l'ampleur de la fracture numérique dans le pays.

Enfin, pour étudier l'altruisme générationnel entre les acteurs, il est indispensable de mesurer la façon dont la société finance ses investissements, dont elle s'endette, dont elle subvient à l'éducation et à la santé, dont elle protège l'environnement, dont elle assure la mobilité sociale et lutte contre le caractère reproductible des inégalités.

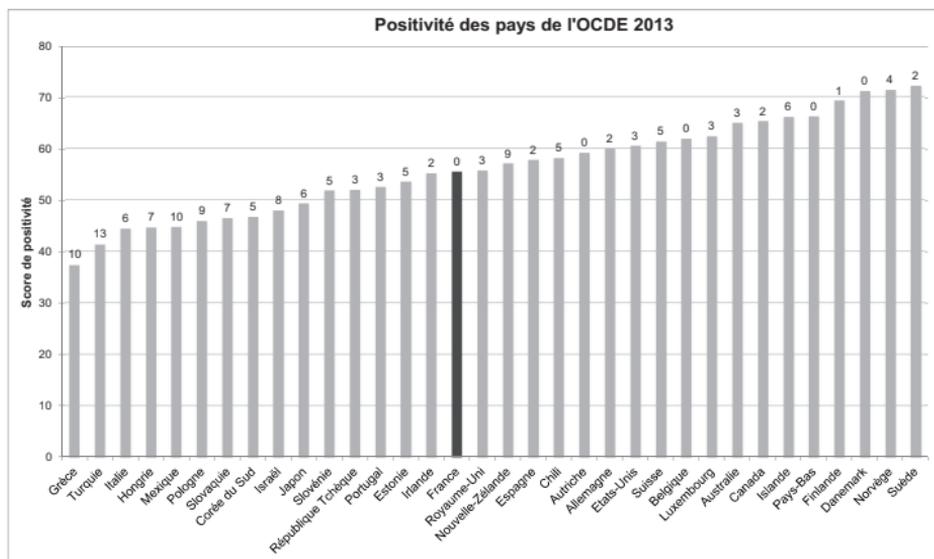
L'indice final combine en tout vingt-neuf indicateurs simples. En particulier, trois indicateurs ont été créés spécifiquement dans le cadre du rapport *Pour une économie positive* : l'un mesure le niveau de reproduction des inégalités par l'éducation (impact du revenu des parents sur la réussite scolaire des enfants) ; l'autre, la représentativité du Parlement (diversité des âges des

parlementaires) ; le troisième, le degré de tolérance aux autres (acceptabilité d'avoir pour voisins des personnes affichant des origines, des préférences sexuelles ou une religion différentes).

Dans un premier temps, pour des raisons de disponibilité et d'accessibilité des données statistiques nécessaires, nous avons choisi de mesurer l'indice de positivité des nations pour les 34 pays de l'OCDE.

L'indice de positivité des nations en 2013

Dans le classement de la positivité, la Suède figurait en première place, suivie par la Norvège, le Danemark, la Finlande et les Pays-Bas. Ces cinq pays obtenaient en 2013 les meilleures performances de l'OCDE, car, dans leur politique et leurs actions quotidiennes, la prise en compte du long terme, la gestion de la dette, l'aide internationale, le chômage, la jeunesse, la corrélation entre la pyramide des âges des élus et celle de la population, la parité hommes/femmes, la protection de l'environnement, la transition énergétique, les infrastructures, l'accès à Internet constituaient des préoccupations permanentes. Ce n'était pas le cas des autres pays.



Les chiffres au-dessus des pays indiquent le nombre de sous-indicateurs où le pays se trouve dans le dernier décile parmi les pays de l'OCDE, afin de rendre compte d'une éventuelle « substitution » entre indicateurs pour former le score final.
 Source : Rapport *Pour une économie positive*

Un indice agrégé ne rend pas compte d'éventuelles « substitutions » entre les différentes composantes. Par exemple, un pays peut être tiré vers le haut du classement par quelques éléments de la positivité, mais peut en négliger certains autres. L'Allemagne arrivait ainsi en 13^e position essentiellement par son dynamisme économique. Les États-Unis, 12^e dans le classement, affichaient des résultats très hétérogènes suivant

les indicateurs, avec d'un côté un très bon résultat pour leur niveau de liberté et leur dynamisme dans la société civile, mais, d'un autre côté, une stagnation dans le dernier décile pour les inégalités et la qualité des logements.

La France n'était globalement pas dans ce cas de figure. Nous arrivions à la 19^e place dans l'indice de positivité. Nous étions donc en milieu de tableau avec un score moyen dans la majorité des 29 composantes de l'indice. En tant que 5^e puissance économique, nous possédons des atouts majeurs. Nous figurions ainsi à la 3^e place du classement pour la qualité de nos infrastructures, ce qui est un atout pour développer les interconnexions positives entre territoires. Les handicaps sont ailleurs : la mobilité sociale est en panne, et, de ce fait, nous obtenions une très mauvaise note pour la reproduction des inégalités (28^e place sur 34) ; nous manquions de confiance (26^e place sur 34), et nous étions dans le dernier tiers des pays de l'OCDE pour ce qui est de la parité.

Le défi est aussi environnemental, car, si la France a une empreinte carbone relativement faible, la part des

énergies renouvelables dans le total de sa production annuelle atteignait seulement 8 % en 2010, contre plus de 25 % en Finlande ou en Autriche.

In fine, pour notre pays, ce n'était là ni un bon résultat ni une raison de se décourager : la France dispose de véritables forces. On observe en particulier un net équilibre du pays : il n'était presque jamais sur la plus haute marche du podium pour la positivité de l'économie, mais il n'était jamais non plus parmi les derniers. Or, une société positive se doit d'être cohérente dans sa démarche et juste dans son action. Il est plus facile de progresser à partir d'une situation homogène.

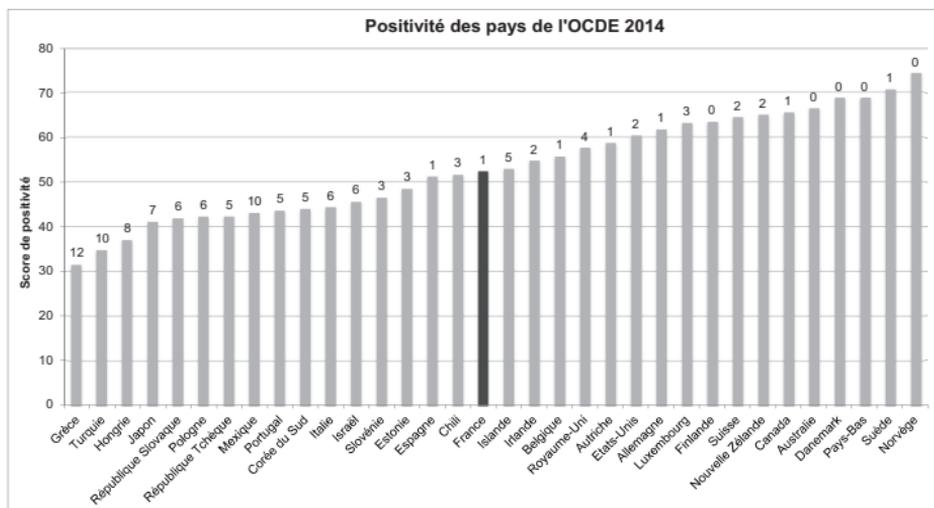
À cette fin, différentes pistes sont possibles. Le rapport *Pour une économie positive*, remis par Jacques Attali à François Hollande en septembre 2013, a formulé plusieurs propositions en ce sens. Ainsi, l'implication du Conseil économique, social et environnemental (CESE), appelé à devenir l'instance véritablement en charge du long terme, qui porterait les intérêts des générations futures. C'est un élément-clé des propositions du rapport *Pour une économie positive*.

Il n’y a pas de démocratie possible aujourd’hui sans représentation institutionnelle des générations futures et sans un lieu de débat et de dialogue social sur ces thématiques. C’est de cette manière que l’État pourra jouer pleinement son rôle en faveur de la cohésion sociale, territoriale et générationnelle.

Quelles évolutions en 2014 ?

Dans sa version 2014, l’indice de positivité des nations intègre un certain nombre d’évolutions visant à améliorer sa robustesse et surtout à renforcer la prise en compte des enjeux de long terme.

De nouveaux indicateurs ont ainsi été ajoutés (attractivité du territoire pour les étudiants étrangers, qualité de l’eau, par exemple), d’autres retirés, remplacés ou affinés, principalement pour des raisons techniques. De façon générale, les enjeux liés à l’éducation occupent une place encore plus importante dans cette nouvelle mouture de l’indice.



Les chiffres au-dessus des pays indiquent le nombre de sous-indicateurs où le pays se trouve dans le dernier décile parmi les pays de l'OCDE, afin de rendre compte d'une éventuelle « substitution » entre indicateurs pour former le score final.

Source : Rapport *Pour une économie positive*

Les premiers calculs menés par le Positive Economy Forum (à périmètre comparable, c'est-à-dire en tenant compte des évolutions entre les deux versions de l'indice) conduisent à un classement légèrement différent de celui de 2013, avec, toujours en tête, les pays du nord de l'Europe et, toujours en fin de classement, la Hongrie, la Turquie et la Grèce.

L'Italie, qui était en queue de peloton en 2013, affiche la plus forte progression : elle remonte de

sept places, passant de la 31^e à la 24^e position. Israël et la Suisse gagnent cinq et quatre places, passant respectivement à la 28^e et à la 8^e position. L'Allemagne et les États-Unis progressent quant à eux légèrement, passant de la 14^e à la 11^e et de la 13^e à la 12^e position.

D'autres pays voient en revanche leur performance de positivité se dégrader, en particulier l'Islande (qui perd neuf places au classement), le Japon (cinq places) et la Finlande (quatre places).

La France, pour sa part, se maintient en milieu de tableau et gagne une place, passant de la 19^e à la 18^e position. Alors que notre pays affichait en 2013 une performance relativement équilibrée entre les différentes composantes de l'indice, ses résultats se dégradent notamment dans les domaines de l'éducation et de la solidarité. La France affiche en 2014 l'un des plus mauvais scores des pays de l'OCDE pour un indicateur crucial : celui qui mesure le caractère reproductif des inégalités. Ainsi, chez nous plus qu'ailleurs, le niveau scolaire est nettement corrélé au revenu des parents. Déjà observable en 2013, ce phénomène tend ainsi à s'accroître.

Nos résultats 2014 appellent à une prise en compte renforcée du long terme dans les politiques publiques pour éviter une dégradation de la positivité de notre pays au cours des prochaines années.

C'est l'objectif de ce Manifeste : nous devons tous nous mobiliser ! La France progresse de façon encourageante sur les indicateurs reflétant le sentiment de liberté, la qualité des infrastructures, ou encore, plus modestement, le dynamisme économique. Sachons nous appuyer sur ces atouts pour préparer l'avenir ! C'est là un formidable projet collectif dans lequel nous avons tous un rôle à jouer.

Les Territoires, créateurs de synergies positives

Chaque jour, on peut mener la révolution de la positivité autour de soi. Selon la logique du glocal (global/local), c'est à l'échelle du territoire ou des collectivités qu'on peut le plus vite et le plus efficacement faire valoir son action. Pour agir, il est primordial de mesurer le degré de positivité d'une ville, afin de passer ensuite à l'action concrète en étant sûr d'user des bons leviers et de faire entendre une revendication juste auprès des décideurs locaux. En conseil municipal, dans la rue, en écho à une manifestation culturelle, les voix portent plus facilement dans ces laboratoires que sont les villes. C'est le meilleur niveau pour changer la société ensemble au jour le jour.

Espaces géographiques concrets, lieux d'innombrables interactions entre écosystèmes et acteurs de

tous profils et de toutes natures, les territoires représentent le premier maillon de l'économie réelle, son ancrage naturel. Réservoirs de ressources à préserver, ils sont aussi et d'abord des lieux de vie où chacun peut prendre conscience de l'impact de ses choix et de ses attitudes envers les autres et sur son propre environnement. Ce sont eux qu'il faut protéger et améliorer au nom des générations à venir.

Cette réalité est parfaitement illustrée dans des démarches comme celle initiée par le Conseil de l'Europe sur les « territoires de co-responsabilité », qui vise à élaborer et expérimenter, sur des territoires pilotes, des stratégies de co-responsabilisation des acteurs collectifs et des citoyens pour assurer le bien-être et l'intégration de tous dans un objectif de cohésion sociale.

Les territoires constituent un niveau abordable pour repérer les innombrables liens de cause à effet qui rendent notre monde si interconnecté et interdépendant. Ils sont des espaces naturels pour penser l'altruisme rationnel.

Les relations entre territoires d'une même région, d'un même pays, ou de régions et pays différents d'un hémisphère à l'autre de la planète, sont à l'origine

d'innombrables flux de personnes, de marchandises, de ressources et de savoirs, parfois à vocation commerciale, parfois à vocation solidaire (au titre de la coopération internationale).

Une implication nécessaire

L'économie positive ne pourra se développer à l'échelle planétaire que si un nombre croissant de territoires décide d'en appliquer les principes fondateurs pour orienter leur gestion et leur développement dans l'intérêt des générations futures. Comment, dès lors, orienter les territoires, les aider à repérer les axes d'amélioration les plus importants et les leviers d'action prioritaires pour progresser sur la voie de l'économie positive ?

Les territoires jouent un rôle d'autant plus important que, en de nombreuses régions du monde, la décentralisation politique au niveau local est devenue un élément essentiel de la démocratisation, du renforcement de la bonne gouvernance et de l'engagement des citoyens, dès lors qu'elle repose sur un juste équilibre entre démocratie représentative et démocratie participative,

comme le rappellent les lignes directrices internationales d'ONU-Habitat (programme des Nations unies pour les établissements humains) sur la décentralisation et l'accès aux services de base pour tous.

Autre facteur déterminant : nous sommes à l'aube d'une nouvelle ère urbaine. En 1950, un tiers de la population mondiale vivait dans des villes ; cinquante ans plus tard, ce sont 50 %. À l'horizon 2050, les deux tiers, soit 6 milliards de personnes, habiteront dans des espaces urbains. C'est à l'échelle des territoires que se joue la lutte contre la pauvreté. Mais aussi la prise en compte des changements climatiques, ou encore l'invention de nouveaux schémas de production et de consommation.

La définition du périmètre d'un territoire est susceptible de varier de façon significative d'un pays à l'autre et d'un contexte local à un autre, selon la diversité des acteurs, mais aussi selon les réalités géographiques, politiques, socio-économiques et culturelles. L'accès aux données quantitatives et qualitatives est lui aussi plus ou moins facilité selon les situations locales et les schémas d'organisation administrative en vigueur.

Afin d'élaborer l'indice de positivité appliqué aux territoires, et de pouvoir établir des comparaisons

internationales, nous avons choisi de nous concentrer sur les villes. En amont de notre réflexion, nous avons élaboré une définition globale de la ville : comme écosystème dynamique et intégré d'hommes et de femmes, d'habitants et d'acteurs économiques, politiques, associatifs, au sein d'un territoire défini en interaction avec les territoires environnants. Comprise ainsi, c'est-à-dire à la fois comme organisation, territoire, lieu de vie et d'échanges, la ville peut être positive, et cette positivité peut être mesurée.

Des objectifs concrets

L'indice de positivité doit permettre de mesurer la performance globale des villes (au-delà de la seule dimension économique), de faire émerger des pistes de progrès afin de mieux les mettre en valeur, de poser les bases d'un cadre de référence facilitant les comparaisons, mais aussi de servir d'outil pédagogique pour faciliter les échanges avec tous les acteurs locaux de l'économie positive. Il s'agit donc d'un puissant outil au service de tous, capable de nous aider à appréhender différemment la ville.

L'indice de positivité des villes complète l'indice de positivité des nations. Moyennant un changement d'échelle, il conserve une partie des critères d'altruisme rationnel, pour les adapter à la nature du territoire et développer d'autres items spécifiques. Il interroge l'altruisme vis-à-vis des générations à venir (finance positive, éducation positive, etc.), des autres territoires (usage positif des ressources naturelles, interconnexion entre territoires, etc.), enfin vis-à-vis de l'ensemble des acteurs (dynamique positive, gouvernance positive, etc.). Notre objectif est en effet d'apprécier la positivité de la ville de façon aussi transversale que possible.

Ainsi, il est prévu d'y mesurer le volume de monnaie complémentaire localement en circulation (le SEL, système d'échange local) ou le nombre d'utilisateurs du co-voiturage. Ces éléments sont naturellement pertinents à l'échelle du territoire, car c'est à ce niveau que se déploie et se développe l'économie collaborative. L'association OuiShare, qui a pour objet de « connecter l'économie collaborative », s'est ainsi développée dans des centaines de territoires couvrant plus de 25 pays. C'est la force de la société positive : elle s'appuie sur le désir naturel des êtres humains de tisser des liens

dans le cadre de leurs territoires de vie, liens sociaux mais aussi économiques. En ce sens, les relations économiques directes et locales entre les habitants des territoires sont un puissant garde-fou contre la « main invisible » d'Adam Smith : l'économie collaborative réintroduit le facteur humain dans le marché.

Autre marque d'ancrage territorial de l'économie positive : l'échelon local est appréhendé dans l'indice *via* un décompte des actions de consultation, concertation et co-construction. En effet, l'altruisme rationnel sur lequel s'appuie l'économie positive est particulièrement puissant lorsque l'intérêt général ou la prise en compte de l'autre se situe au sein même du territoire. Le territoire est le lieu privilégié d'expression de l'empathie entre individus.

L'indice comprend également des indicateurs classiques comme la capacité de désendettement d'une ville (signe de prise en compte concrète de l'intérêt des générations à venir), mais aussi des indicateurs moins fréquemment pris en compte comme, par exemple, la proportion du territoire urbain consacré aux espaces verts, ou encore le degré de sensibilisation des habitants aux enjeux de développement durable.

Le Havre, exemple de mesure de l'économie positive

Pour tester l'indice de positivité des villes, nous avons choisi de nous appuyer sur le cas pilote de la ville du Havre, berceau des premiers Forums de l'économie positive.

Un travail de fond a été mené pendant plusieurs mois avec une équipe dédiée à ce projet, regroupant des agents et parties prenantes engagées de la ville, qui ont participé à la réflexion sur l'application locale du concept d'économie positive. Ce travail a permis de créer du lien entre les différentes équipes impliquées dans la gestion de la ville et d'interroger leurs interactions de façon constructive.

Ainsi, le quartier Danton, au cœur du centre ancien, a fait l'objet d'une vaste concertation afin que les habitants eux-mêmes déterminent son avenir. Dans un esprit de co-responsabilité et d'écoute, la ville a pu donner la parole à ses habitants.

De manière similaire, un mode de décision original a vu le jour autour du centre culturel Tetris. Situé sur les hauteurs du Havre, au fort de Tourneville, ce lieu

rassemblant de multiples disciplines artistiques a vu le jour grâce à un co-développement conjoint impulsé par la ville avec un collectif d'associations artistiques en vue de bâtir un projet commun.

L'indice de positivité de la ville peut être considéré et vécu comme un outil de mobilisation et de réflexion interne au service d'un processus d'amélioration continue. L'élaboration de l'indice a enfin permis d'ouvrir des débats à l'échelle locale sur des sujets tels que la fracture numérique, en lien avec les connexions positives : comment définir et surtout caractériser cette fracture dans l'indice de positivité des villes ? Faut-il raisonner en termes d'accès à Internet (capacité), de bande passante (consommation), ou encore de volume de données consommées (profil de consommation) ? De telles réflexions doivent pouvoir être traduites en action pour permettre concrètement le développement des territoires positifs. Telle est précisément l'une des vocations de l'indice de positivité des villes.

Les Entreprises, moteurs essentiels de la croissance positive

Changer notre société peut se concrétiser de façon efficace et ambitieuse au sein même des entreprises. Celles-ci sont de formidables vecteurs, car elles ont le potentiel d'agir fortement sur notre devenir. Ce sont des maillons essentiels ; nombre d'entre elles l'ont aujourd'hui compris et déjà s'engagent. Être utile à la société, participer au bien commun au nom des générations futures ne peut être que positif pour les entreprises. Il y va aussi de leur intérêt.

En devenant elles-mêmes plus positives, les entreprises contribuent à transformer le système économique actuel en renforçant la prise en compte du long terme et en faisant de l'altruisme envers les générations futures un moteur plus puissant que l'individualisme qui anime actuellement l'économie de marché.

Les entreprises défendront également mieux ainsi leurs propres intérêts, puisque placer le long terme au cœur de leur stratégie apparaît comme la meilleure façon d'assurer leur pérennité. Une entreprise dont le seul objectif se résumerait à générer un rendement financier immédiat pour des actionnaires de plus en plus exigeants, volatils et éphémères, sans se préoccuper de ses autres parties prenantes, signerait son arrêt de mort : dans un monde de plus en plus ouvert, qui acceptera demain d'acheter ses produits ? de travailler pour elle ?

Pour les inciter à insérer toujours mieux l'intérêt des prochaines générations au cœur de leur stratégie, dans l'intérêt de tous et d'abord d'elles-mêmes (principe d'altruisme rationnel), il est urgent de changer de regard sur leurs performances en passant d'une culture strictement comptable à des indicateurs reflétant les valeurs de l'économie positive.

C'est là un des objectifs prioritaires du Positive Economy Forum. Parmi les 45 propositions formulées dans le rapport remis au président de la République en septembre 2013, certaines concernent directement les entreprises. En particulier, l'une d'elles recommande de créer de nouveaux indicateurs pour mesurer l'impact

positif des entreprises, encourager une plus grande transparence et une émulation collective.

Mesurer l'impact des entreprises sur les générations futures

Le critère-clé proposé pour définir l'indice de positivité d'une entreprise, indépendamment de sa taille, de son secteur d'activité ou encore de son implantation géographique, est l'impact de son activité sur les générations à venir. Pour mesurer cet impact, l'approche proposée consiste à repérer et évaluer tout ce que l'entreprise produit 1) au bénéfice des générations futures (connaissances, richesses partagées, bien-être et stabilité, loyauté et confiance, autonomie environnementale et financière, coopération et altruisme) ; 2) au détriment des mêmes générations (ignorance, inégalités et pauvreté, tensions et vulnérabilité, déloyauté et défiance, dépendance environnementale et financière, isolement et égoïsme).

Contrairement à certaines idées reçues, et bien que la marge de progrès reste immense, de nombreuses entreprises ont déjà fait profondément évoluer leurs pratiques au cours des trente dernières années. Par pragmatisme,

certes, mais aussi sous l'effet d'une prise de conscience croissante de leur rôle et de leur impact sur la planète et la société, le leadership de leurs dirigeants étant souvent un prérequis à l'accomplissement des mutations requises et à leur maintien dans la durée.

Pour assurer la continuité de leur activité, les entreprises doivent sans cesse anticiper les évolutions de leurs marchés et contextes d'intervention, s'adapter à la raréfaction de ressources comme l'eau et l'énergie, prendre en compte de nouvelles attentes exprimées par leurs parties prenantes (collaborateurs, clients, investisseurs, etc.), intégrer les évolutions des réglementations auxquelles elles sont soumises.

La clé de la réussite de l'entreprise : l'altruisme rationnel

Il s'agit d'une illustration très concrète de l'altruisme rationnel, un des principes d'action fondateurs de l'économie positive. Cet altruisme représente une force d'entraînement particulièrement puissante : face aux défis à relever, il oblige les acteurs à se rencontrer et à coopérer. Bien qu'elle puisse paraître étrangère au

vocabulaire en usage habituellement dans les entreprises, cette notion sous-tend déjà, en réalité, l'action de nombreuses d'entre elles.

De fait, l'évolution des pratiques des entreprises repose souvent sur des partenariats innovants qui tendent à décroquer l'économie, créant de nouvelles passerelles et de nouvelles synergies, par exemple entre entreprises commerciales classiques et acteurs de l'économie sociale et solidaire (associations, fondations, sociétés coopératives, par exemple). Savoir se reconnaître, dialoguer, dépasser les dogmes, créer des projets collectifs de long terme reposant sur l'intérêt mutuel, permet d'être plus fort face aux crises.

L'évolution des pratiques des entreprises répond également aux changements des législations nationale et internationale qui établissent de nouvelles exigences et de nouvelles contraintes. L'Inde a ainsi adopté en 2013 une nouvelle loi sur la responsabilité sociale des entreprises (RSE), qui oblige les grandes entreprises à consacrer 2 % de leurs bénéfices nets à des activités relevant de leur responsabilité sociale et environnementale (environ 8 000 entreprises sont concernées pour une dépense annuelle estimée à près de 2 milliards d'euros).

De nombreux outils et cadres d'analyse ont déjà été développés, mettant en lumière des dimensions jusqu'alors inexplorées de la performance des entreprises, en lien avec leur responsabilité sociale et environnementale. Ces outils ont parfois été développés à l'initiative des entreprises elles-mêmes, parfois à l'initiative d'acteurs extérieurs (pour développer de nouveaux labels et certifications), souvent en partenariat avec des acteurs de la société civile (ONG, par exemple) ou des institutions (comme les Nations unies).

Cependant, on peut relever deux limites caractéristiques des cadres et outils existants. Premièrement, à l'exception notable de labels explicitement dédiés aux consommateurs (comme pour le commerce équitable), ils servent majoritairement des usages professionnels, par exemple en vue de guider les choix des investisseurs (notation extra-financière), ou encore pour guider une entreprise dans son effort d'amélioration continue (audit extra-financier). En second lieu, les tableaux de bord et batteries d'indicateurs qui les composent varient le plus souvent selon des critères liés aux secteurs d'activité, à la taille ou encore à l'exposition internationale des entreprises évaluées, ce qui

les rend difficilement comparables, mais ne permet pas non plus au grand public de se les approprier, *a fortiori* dans le contexte de marchés en constante évolution, où les périmètres des entreprises sont susceptibles de changer rapidement (acquisitions, cessions, nouvelles implantations géographiques, etc.).

L'indice de positivité des entreprises, standard, accessible à tous et au service de tous, entend dépasser ces limites en définissant un cadre et des indicateurs universels de l'entreprise positive.

Un outil pertinent pour les consommateurs et les investisseurs

Cet indice sera utile aux consommateurs et aux investisseurs, mais aussi aux jeunes diplômés pour trouver l'emploi correspondant le mieux à leurs attentes, aux porteurs de projets (créateurs d'entreprise, associations, fondations, etc.) pour identifier des partenaires, ou encore aux collectivités, universités, citoyens consommateurs, désireux de mieux comprendre le fonctionnement des entreprises et, plus généralement, leur rôle au sein de la société.

C'est dans ce sens que travaille le Positive Economy Forum, suivant une démarche similaire à celle qui a permis de définir l'indice de positivité des nations, déjà introduit dans le présent ouvrage et publié pour la première fois en septembre 2013.

Établi à partir de 40 indicateurs, le nouvel indice vise à mesurer le potentiel de positivité en fonction du bénéfice que l'entreprise produit pour les générations futures (formations, équilibre entre vie privée et vie professionnelle, valeur créée et redistribuée, image de la société auprès des étudiants, niveau de recyclage des déchets...), mais aussi ce qu'elle fait à leur détriment (publicités irresponsables, accidents du travail, consommation de ressources non renouvelables, corruption...).

L'indice de positivité des entreprises constituera ainsi un outil de mesure (visant à fournir une « photographie » du degré de positivité d'une entreprise à un instant T, puis à créer un historique dans le but d'évaluer les progrès accomplis), mais aussi – et peut-être surtout – un outil de dialogue et de pédagogie (visant à établir une grille de lecture commune pour faciliter les échanges entre entreprises et avec leurs

parties prenantes, y compris le grand public) afin de permettre une démarche de progrès.

Plusieurs entreprises ont d'ores et déjà accepté de mesurer leur degré de positivité. Sans doute faudra-t-il que des entités spécialisées dans ces notations se développent. Les consommateurs, les salariés, les dirigeants, les actionnaires en seront les principaux bénéficiaires.

L'indice de positivité des entreprises permettra d'enrichir des réflexions et débats impliquant un grand nombre d'acteurs selon les chaînes de valeur, les filières, mais aussi les territoires concernés. Il ne fixera pas de limite à la positivité d'une entreprise, celle-ci pouvant en permanence améliorer son « score » de positivité d'une année sur l'autre.

Quel intérêt pour les entreprises ? Mieux se faire comprendre du grand public, mais aussi préparer leur avenir et assurer leur survie en prenant aujourd'hui le risque d'interroger la valeur créée ou détruite par elles pour les générations futures. L'entreprise positive, comme la société positive, est l'affaire de tous.

Les Citoyens, acteurs-clés de la société positive

Changer la société est un projet collectif qui repose sur chacun de nous. Les citoyens sont les premiers bâtisseurs de la société positive, individuellement mais aussi – et peut-être surtout – collectivement, en tant que communauté politique (parfois appelée « société civile »). À l'heure d'Internet et des pétitions internationales, nous avons tous le pouvoir d'agir pour bâtir un monde meilleur.

La société civile est un espace privilégié pour le développement des rapports et interactions entre citoyens en dehors de la famille, du marché et de l'État. Elle est constituée de différentes formes d'organisations et de groupements (associations, entreprises sociales, communautés, syndicats, mouvements religieux et sociaux, groupes de soutien, par exemple).

Le système économique actuel a trop souvent tendance à considérer la société civile principalement comme un espace de contestation, comme si les citoyens n'étaient pas réellement des acteurs de l'économie à part entière, à moins bien sûr de ne considérer que leur « casquette » de consommateurs. Pourtant, le rôle de la société civile ne se limite pas à la contestation, certes relayée par différentes associations et organisations non gouvernementales (ONG) dans le cadre de leur participation au débat public et de leurs activités de veille ou de plaidoyer.

Une réflexion collective

Plus qu'un espace de contestation, la société civile est aussi un formidable espace de concertation, d'innovation et d'action au service de l'intérêt général. Par construction, elle fonctionne selon des dynamiques qui relèvent de l'altruisme rationnel, valeur-clé de l'économie positive, puisque l'implication active d'un citoyen est susceptible d'améliorer l'information, l'inspiration ou encore le bien-être de ses semblables, *a fortiori* grâce au développement massif des nouvelles

technologies numériques, des communautés et des nouveaux modes d'échanges collaboratifs.

De récentes recherches scientifiques mettent en évidence l'existence naturelle d'un altruisme humain. Ces recherches, conduites dans des disciplines aussi variées que l'économie, l'anthropologie, la primatologie, la neurobiologie, la psychologie ou encore la sociologie, prennent le contre-pied de la vision d'un Homme égoïste (vision alimentée notamment par l'économie classique et la psychanalyse). Pour le moine bouddhiste, écrivain et docteur en génétique cellulaire Matthieu Ricard, membre du groupe de réflexion du rapport *Pour une économie positive*, l'altruisme serait la meilleure source de bonheur et d'enrichissement personnel, et il serait même nécessaire d'être bienveillant à l'égard de son prochain¹.

Impliquer la société civile en première ligne dans la construction de la société positive, c'est faire preuve de l'altruisme rationnel le plus fondamental : donner à chacun une chance concrète de participer utilement à un projet collectif décisif pour notre avenir et celui des

1. Voir *Plaidoyer pour l'altruisme*, NIL, 2007.

générations suivantes, tout en bénéficiant d'un extraordinaire réservoir de créativité et de diversité, première richesse de la société civile. Diversité de générations, de positions, de métiers, de cultures, d'identités, de cadres de vie...

Pour une citoyenneté positive

Impliquer la société civile dans la construction de la société positive, c'est aussi nous souvenir que les États, les collectivités et les entreprises sont d'abord des entités constituées et animées par des individus, hommes et femmes, qui sont des citoyens avant d'être des salariés, des agents, des artisans ou encore des élus. La société civile forme en ce sens un dénominateur commun essentiel pour bâtir la société positive, en assurer la cohésion sur le long terme tout en faisant prendre conscience à chacun de l'importance de sa propre mobilisation.

La participation de la société civile à l'établissement de la société positive n'est pas une option. Dans un contexte de croissance limitée, de perte de légitimité des acteurs traditionnels (États, entreprises) et

de recherche d'un nouveau projet politique pour la France, mais aussi pour l'Europe, l'avènement de la société positive ne sera possible que si les propositions de mesures macroéconomiques et institutionnelles s'accompagnent d'une réelle mobilisation des citoyens, en particulier des jeunes.

L'enquête « ScenaRio 2012¹ », première enquête planétaire sur les attentes des 16-29 ans en matière d'environnement, de développement durable et de gouvernance, révèle ainsi que, face aux défis environnementaux, les jeunes accordent prioritairement leur confiance aux scientifiques, à l'ONU et aux ONG, plutôt qu'aux États, aux villes et aux entreprises (manifestement suspectés de défendre des intérêts particuliers, nationaux ou privés, plutôt que l'intérêt général).

1. Enquête menée en 2012 par Nomadéis (www.nomadeis.com) et la Fondation pour l'innovation politique (www.fondapol.org) auprès de 30 000 jeunes de 16-29 ans et 100 personnalités dans trente pays, en préparation de la Conférence internationale des Nations unies sur le développement durable « Rio+20 » (<http://www.uncsd2012.org/>).

Le formidable potentiel de la société civile

Porteuse d'élan et de changement, la société civile se mondialise et gagne en reconnaissance grâce notamment au développement des nouvelles technologies et des réseaux sociaux. Elle renforce ses capacités d'organisation, sa visibilité et son influence à la fois sur les entreprises, les pouvoirs publics et les institutions internationales comme les Nations unies (plus de 30 000¹ organisations de la société civile ont à ce jour établi des relations formelles avec l'ONU, dont elles sont devenues des partenaires indispensables).

La société civile est capable de mobiliser une formidable énergie, mais a besoin de projets collectifs pour créer un changement durable. Cette réalité s'est illustrée par des phénomènes comme les « Printemps arabes », ou encore, en 2011, le mouvement des « Indignés » qui, depuis l'Espagne, s'est répandu rapidement en Grèce, en Angleterre, en Israël, aux États-Unis, au Canada, au Japon et en Afrique du Sud.

1. Source : Nations unies.

Initialement porteur d'espoir, ce dernier mouvement n'est cependant pas parvenu à dépasser l'indignation pour enclencher une réelle dynamique de transformation. Peut-être qu'un lien fédérateur comme l'altruisme rationnel, une conception claire de la nécessité de travailler pour les générations à venir auraient pu contribuer à canaliser ce remarquable élan au service des générations futures et de la construction de sociétés plus positives.

Prenant conscience de l'influence croissante de la société civile, la Grande-Bretagne a lancé en 2010 une initiative politique pionnière, la « Big Society », visant à lui redonner de nouvelles responsabilités en matière de gestion locale. En dépit de difficultés liées notamment aux mesures d'accompagnement prévues par l'État (transfert de compétences, transparence dans l'accès aux données publiques, etc.), cette initiative préfigure le rôle croissant que la société civile pourra être amenée à jouer dans la conduite des affaires publiques.

Hors de toute impulsion en provenance des pouvoirs publics, d'autres initiatives comme le laboratoire d'innovations citoyennes « Call For Team » illustrent le dynamisme de la société civile organisée. Ce laboratoire

rassemble une communauté de citoyens coactionnaires qui, accompagnés par des designers, ambitionnent de concevoir, fabriquer et diffuser des produits apportant des solutions concrètes à des problèmes non résolus. On pourrait également citer le rôle des médias positifs, comme « Reporters d'espoir », qui équilibrent nouvelles positives et négatives, mais surtout délivrent des pistes de solution aux enjeux de société évoqués, ou encore le positionnement de syndicats comme la CGC-CFE qui affiche depuis 2014 ses principes d'action en matière d'optimisme, de confiance et de bien-être au travail.

Pris individuellement et collectivement en tant que société civile, les citoyens sont des acteurs essentiels de l'économie positive, au même titre que les États, les territoires et les entreprises. Chacun de nous a une responsabilité essentielle dans l'établissement de la société positive, car tout comportement altruiste développé à l'échelle individuelle contribue, par un cercle vertueux, à créer un contexte sociétal favorable qui incitera en retour d'autres citoyens à faire de même. L'altruisme et la responsabilité individuelle sont deux ressorts essentiels d'une société positive que chacun peut et doit contribuer à construire.

LES CITOYENS, ACTEURS-CLÉS...

Comme pour les États, les territoires et les entreprises, le Positive Economy Forum a pour objectif de développer, à terme, un indice de positivité des sociétés civiles qui permettra de mesurer la contribution et d'orienter au mieux les actions des citoyens. Un tel indice, encore à inventer, pourra fonctionner alternativement comme une boussole, un guide, un tableau de bord, un signal d'alarme ou encore un instrument d'espoir.



**Une société positive
ne peut se construire sans vous !**

Pour contribuer activement à cette démarche, rendez-vous sur <http://positiveeconomy.co/fr/pour-une-societe-positive>

- + Découvrir des projets positifs auxquels vous pouvez participer ;
- + Soumettre des initiatives remarquables dont vous avez connaissance ;
- + Participer prochainement à une consultation citoyenne qui permettra de concevoir l'indice de positivité des sociétés civiles.

Conclusion

l'économie positive en actions

En 1969, la mission spatiale Apollo 8 offrait à l'humanité la première photographie historique de la Terre prise depuis l'espace. L'incroyable force de cette image, connue dans le monde entier, réside dans sa capacité à nous livrer un nouveau regard sur nous-mêmes, nous faisant prendre conscience de notre taille, insignifiante à l'échelle de l'univers mais immense si l'on prend la mesure de l'extraordinaire diversité et de l'extrême fragilité qui caractérisent la biosphère. Cette image a également permis de soulever des questions essentielles concernant par exemple nos priorités en matière de préservation de l'environnement et de gestion durable des ressources naturelles.

Quarante-cinq ans plus tard, l'économie positive nous offre une nouvelle possibilité historique de changer de regard sur nous-mêmes et de nous doter des

moyens de construire collectivement une société fondée sur deux valeurs repères : l'altruisme rationnel et la prise en compte prioritaire de l'intérêt des générations à venir.

Pour saisir cette opportunité, il nous faut changer de culture en matière de mesure de la performance en remplaçant ces deux valeurs fondatrices de l'économie positive au cœur de tous les dispositifs d'évaluation et d'action. Le dialogue sur la notion de « performance positive » doit concerner tous les acteurs et toutes les disciplines selon un double principe de décloisonnement et d'interdisciplinarité, seul à même de permettre la sensibilisation et la mobilisation concrète de tous.

La mesure oriente et façonne notre regard, et on rappelle souvent que l'on ne peut gérer efficacement que ce que l'on sait mesurer. Les indices de l'économie positive introduits dans le présent Manifeste ont précisément vocation à devenir des « boussoles » de l'économie positive, à la fois outils de mesure, de comparaison, d'information et d'action au service de tous. Ces indices nous permettront de prendre de nouvelles « photographies » des nations, des villes, des entreprises et des sociétés positives, interrogeant

CONCLUSION

constamment notre performance à la lumière de l'intérêt des générations futures, dans une logique de progrès continu. Ils nous permettront aussi d'agir, chacun à notre échelle, en faisant le pari de la coopération et de la confiance.

C'est à chacun de nous de faire entendre pleinement sa voix et de participer à la construction d'une société responsable, altruiste, qui agisse dans l'intérêt des futures générations.

Engagez-vous ! Agissez ! L'économie positive appartient à tout un chacun, c'est l'affaire de tous. À nous de bâtir ensemble, de réfléchir ensemble. C'est ensemble que nous réussissons.

La photographie rapportée par la mission Apollo 8, devenue référence mondiale, a nécessité un leadership politique, un engagement de long terme et des moyens humains et financiers considérables. Elle a surtout mobilisé l'extraordinaire créativité, l'extraordinaire inventivité de tous les acteurs, individuels et collectifs, connus et inconnus, qui ont été les pionniers passionnés et engagés de la conquête spatiale.

La construction de la société positive nécessitera elle aussi de la patience, du leadership et des moyens. Une

MANIFESTE POUR UNE SOCIÉTÉ POSITIVE

priorité sans faille accordée à l'avenir. Avec le désir tout à fait respectable, pour chacun de nous, de laisser une trace dans l'avenir, parce que nous aurons contribué à le rendre plus vivable pour nos enfants.

Plan d'action pour bâtir une France positive

AU NIVEAU DE L'ÉTAT

1. Donner au Conseil économique, social et environnemental la mission unique de parler au nom des générations suivantes et d'émettre en ce sens son avis sur tous les projets de loi avant qu'ils ne soient soumis au Parlement.
2. Créer un ministère de l'économie positive incluant l'économie sociale et solidaire et l'environnement.
3. Créer une Banque d'expérimentation sociale pour financer les projets novateurs d'économie positive et les généraliser en cas de succès.
4. Proposer un grand programme d'investissement dans les secteurs de l'économie positive par l'Union européenne et la Banque européenne d'investissement.

5. Créer une agence de *rating* européenne pour noter les entreprises positives et juger celles qui créent le plus de valeur pour les générations futures.
6. Modifier l'éducation maternelle et primaire pour y inclure l'enseignement de la positivité et de l'altruisme rationnel.

DANS LES TERRITOIRES

7. Indexer progressivement la dotation de l'État aux collectivités territoriales sur la base de leurs progrès en matière d'économie positive.
8. Réformer le Code de l'urbanisme pour exiger la prise en compte des principes de l'économie positive dans tous les documents structurants, comme les PLU (plans locaux d'urbanisme), les SCOT (schémas de cohérence territoriale) ou encore les PADD (projets d'aménagement et de développement durable).
9. Lancer dans toutes les régions des assises locales de l'économie positive et organiser dans chaque collège, lycée et université une journée de débat et de pédagogie sur l'économie positive.

10. Inscrire l'économie positive dans les principes stratégiques de l'action internationale des collectivités locales et faire du co-développement un vecteur de diffusion de l'économie positive à l'international.
11. Créer un label « Territoire d'économie positive » décerné par le Sénat et le Conseil économique, social et environnemental, puis l'étendre à toute l'Union européenne pour constituer un réseau européen des Territoires d'économie positive.

POUR LES ENTREPRISES

12. Changer le statut de toutes les entreprises en leur assignant pour mission de servir l'intérêt des générations à venir et non pas seulement celui de leurs actionnaires.
13. Augmenter les droits de vote des actionnaires en fonction de la durée de détention de leurs titres.
14. Créer un statut d'« entreprise positive » avec les mêmes avantages que les associations reconnues d'utilité publique.

15. Créer un « livret positif », avec les mêmes avantages fiscaux que le livret A, pour financer les projets des entreprises positives.
16. Créer une série d'incitations en faveur des entreprises positives : accès aux marchés publics, avantages fiscaux, en allant jusqu'à offrir aux entreprises les mieux notées les mêmes avantages que les associations reconnues d'utilité publique.
17. Créer des « Zones franches positives » où les entreprises positives pourront s'installer et croître sans impôt.

Cet ouvrage a été coordonné par Jacques Attali

Rapporteur général de l'indice de positivité de l'économie : Cédric Baecher.

Co-rapporteur de l'indice de positivité de l'économie : Alexandre Jost.

Comité de rédaction : Isabelle Lefort, Angélique Delorme, Julie Bonamy, Raphaëlle Blache, Cédric Baecher, Alexandre Jost, Alain Thuleau.

Ce projet s'inscrit dans le cadre du Positive Economy Forum, initié par le Groupe PlaNet Finance et la ville du Havre en 2012, qui développe notamment les Forums de l'économie positive en France et à l'international.

Il a été élaboré en collaboration avec Nomadéis et la Fabrique Spinoza.

Le travail engagé pour la rédaction de cet ouvrage a bénéficié du soutien des partenaires officiels du Positive Economy Forum : GDF Suez, Mirova, Renault, ainsi que du soutien d'ERDF.

Nous remercions toutes les personnes ayant contribué à la réflexion autour de l'indice de positivité de l'économie ainsi que l'ensemble des membres du groupe de réflexion pour une économie positive :

Christine Albanel, directrice exécutive des événements, des partenariats culturels et institutionnels et de la solidarité du groupe France Télécom-Orange et présidente déléguée de la Fondation Orange ; Claude Alphanéry, président, Le Labo de l'ESS ; Michel Barnier, commissaire européen au Marché intérieur et aux Services ; Cédric Baecher, directeur et cofondateur, Nomadéis ; Jennifer Blanke, économiste en chef, directrice du Centre for Global Competitiveness and Performance ; Charles-Édouard Bouée, président France et Asie, Roland Berger Strategy ; William Bourdon, avocat, président-fondateur de Sherpa ; Antoine Bouvier, président-directeur général de MBDA ; Éric Brac de La Perrière, directeur général, Eco-Emballages ; Pierre Cahuc, économiste, directeur du laboratoire macroéconomique Crest ; Douglas Carmichael, Senior Adviser, The Institute of New Economic Thinking ; Vianney de Chalus, président, CCI du Havre ; Christophe Chevalier, président-directeur général, groupe Archer ; Daniel Cohen, économiste ; Phil Conway, fondateur,

Cool2Care ; Alexander Crawford, directeur de recherche, Tällberg Foundation ; Joëlle Durieux, directrice générale adjointe, Finance Innovation ; Charles Eisenstein, économiste, auteur, conférencier ; Jean-Louis Étienne, explorateur ; Cynthia Fleury, philosophe, American University of Paris ; Antoine Frérot, président-directeur général, Veolia Environnement ; Clara Gaymard, présidente, GE France ; Françoise Gri, directrice générale, Pierre et Vacances ; José Ángel Gurriá, secrétaire général de l'OCDE ; Nathalie Hanet, conseillère technique chargée du déploiement des cabinets du ministre du Travail, de l'Emploi, de l'Éducation professionnelle et du Dialogue social ; Jean-Luc Hees, ancien président du groupe Radio France ; Barbara Hendricks, cantatrice, ambassadrice honoraire à vie de l'UNHCR ; Andrea Illy, président, Illy Café ; Paul Jorion, sociologue ; Alexandre Jost, président-fondateur, Fabrique Spinoza ; Andrew Kassoy, co-fondateur, B-Lab ; Jean Kaspar, consultant, JK Consultant ; Henri Lachmann, président du conseil de surveillance, Schneider Electric ; Brice Lalonde, coordinateur exécutif, Conférence des Nations unies sur le développement durable ; Hervé Le Treut, climatologue, membre de l'Académie des sciences, directeur de l'IPSL ; Maurice Lévy, président-directeur général, Publicis Groupe, président de l'Afep ; Jacky Lintignat, directeur général, KPMG ; Kishore Mahbubani, professeur à l'Institut des études politiques ; François Marty, président, Chênelet ; Claire Martin, directrice responsabilité sociale de l'entreprise et Fondation

MANIFESTE POUR UNE SOCIÉTÉ POSITIVE

Renault ; Denis Mercier, général d'armée aérienne, chef d'état-major de l'armée de l'air ; Arnaud Mourot, directeur général, Ashoka ; Christian Nibourel, président, Accenture France ; Carlos Nobre, scientifique et climatologue ; Édouard Philippe, maire du Havre, Matthieu Ricard, moine bouddhiste ; Greg Rung, directeur associé, Oliver Wyman ; Jeffrey Sachs, économiste, directeur de l'Institut de la Terre ; Angela de Santiago, directrice générale, Youphil ; Jack Sim, fondateur de la World Toilet Organization (WTO) ; Hernando de Soto, économiste, président de l'Institute for Liberty and Democracy ; Dennis J. Snower, économiste, président du Kiel Institute for the World Economy ; Jean-Marc Tassetto, ancien directeur général, Google France ; Hélène Valade, directrice du développement durable, Suez Environment et présidente du C3D ; Martin Vial, directeur général, Europ Assistance ; Stewart Wallis, directeur exécutif, New Economics Foundation ; Anders Wijkman, membre du Parlement européen ; Lisa Witter, Chief Operating Officer, Fenton Communications ; Philippe Zaouati, directeur général de Mirova, filiale en investissement responsable de Natixis Asset Management.

Mille et une nuits propose des chefs-d'œuvre pour le temps
d'une attente, d'un voyage, d'une insomnie...

Les Petits Livres (extrait du catalogue) 82. Serge LATOUCHE, *L'Âge des limites*. 83. Olivier CLODONG, *Politiques : le cumul des mandats*. 84. Philippe MURER, *La Transition énergétique*. 85. Olivier BESANCENOT et Michael LÖWY, *Affinités révolutionnaires*.

Composition et mise en pages
Nord Compo à Villeneuve-d'Ascq

Pour l'éditeur, le principe est d'utiliser des papiers composés de fibres naturelles, renouvelables, recyclables et fabriquées à partir de bois issus de forêts qui adoptent un système d'aménagement durable.

En outre, l'éditeur attend de ses fournisseurs de papier qu'ils s'inscrivent dans une démarche de certification environnementale reconnue.

XXXXXXX -
n° d'impression :
Achévé d'imprimer